

## Article L3121-44 du Code du travail

Date de mise à jour : 10 Avril 2023

### Notre analyse

Un accord d'entreprise ou d'établissement, ou à défaut une convention ou un accord de branche peut aménager et organiser la durée du temps de travail sur une période supérieure à une semaine. L'accord ou la convention doit ainsi prévoir la période de référence sur laquelle est organisée la durée du temps de travail, qui ne peut excéder un an, ou trois ans si un accord de branche l'autorise.

Il doit également prévoir les modalités des changements de durée ou d'horaires de travail, les conditions de prise en compte des absences des salariés, ainsi que des départs et arrivées des salariés pendant la période de référence.

L'accord peut prévoir une limite annuelle inférieure à 1607 heures pour le décompte des heures supplémentaires.

## Article L3121-44 du Code du travail

En application de l'article L. 3121-41, un accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, une convention ou un accord de branche peut définir les modalités d'aménagement du temps de travail et organiser la répartition de la durée du travail sur une période supérieure à la semaine. Il prévoit :

1° La période de référence, qui ne peut excéder un an ou, si un accord de branche l'autorise, trois ans ;

2° Les conditions et délais de prévenance des changements de durée ou d'horaires de travail ;

3° Les conditions de prise en compte, pour la rémunération des salariés, des absences ainsi que des arrivées et des départs en cours de période de référence.

Lorsque l'accord s'applique aux salariés à temps partiel, il prévoit les modalités de communication et de modification de la répartition de la durée et des horaires de travail.

L'accord peut prévoir une limite annuelle inférieure à 1 607 heures pour le décompte des heures supplémentaires.

Si la période de référence est supérieure à un an, l'accord prévoit une limite hebdomadaire, supérieure à trente-cinq heures, au delà de laquelle les heures de travail effectuées au cours d'une même semaine constituent en tout état de cause des heures supplémentaires dont la rémunération est payée avec le salaire du mois considéré. Si la période de référence est inférieure ou égale à un an, l'accord peut prévoir cette même limite hebdomadaire. Les heures supplémentaires résultant de l'application du présent alinéa n'entrent pas dans le décompte des heures travaillées opéré à l'issue de la période de référence mentionnée au 1°.

L'accord peut prévoir que la rémunération mensuelle des salariés est indépendante de l'horaire réel et détermine alors les conditions dans lesquelles cette rémunération est calculée, dans le respect de l'avant-dernier alinéa.

## Des outils utiles à la mise en oeuvre



Temps de travail du salarié  
: aménagement des  
horaires

Cliquez ici pour accéder à cet outil